

SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE SCIENCES ET  
TECHNOLOGIES DU CANADA

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL  
(NON VÉRIFIÉ)

POUR LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN  
LE 30 SEPTEMBRE 2014

# Rapport de gestion

30 septembre 2014

La présente section du rapport financier trimestriel présente le compte rendu de la direction concernant le rendement financier de la Société au cours du deuxième trimestre ayant pris fin le 30 septembre 2014. Veuillez la lire parallèlement aux états financiers trimestriels de la Société, présentés à la section suivante.

## **BILAN FINANCIER**

Voici un résumé des activités financières pour le deuxième trimestre de 2014-2015 :

### Survol

Le 11 septembre 2014, la présence de moisissures dans l'air a été découverte au Musée des sciences et de la technologie du Canada (MSTC). Par conséquent, le MSTC a été fermé et ne rouvrira pas ses portes au public en 2014. La date exacte de réouverture reste inconnue, car l'évaluation complète des travaux correctifs nécessaires n'est pas encore terminée. Bien que le site du MSTC soit fermé au public, les travaux continuent au niveau du développement des expositions et des programmes publics. La fermeture du MSTC représente une occasion de déplacer davantage d'activités offertes par le musée vers des sites et publics externes.

Pour les premiers six mois de l'exercice financier, la fréquentation pour le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada (MAAC) et le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada (MAEC) ont établi un record pour le nombre de visiteurs.

Au MAAC, le nouveau Festival des récoltes parrainé par la Fondation Louis Bonduelle du 19 au 21 septembre, a accueilli de nombreux nouveaux visiteurs qui ont eu l'occasion d'apprendre d'avantage sur le problème du gaspillage alimentaire, et d'explorer différentes façons dont le gaspillage peut être réduit chez soi. En juillet, le MAAC a aussi organisé le Festival annuel de la crème glacée, présenté par Nestlé. Ce festival, qui a vu sa fréquentation doublée comparativement à l'an dernier, a aidé les visiteurs à explorer le monde de la crème glacée - de la vache au cornet- et de la production du lait.

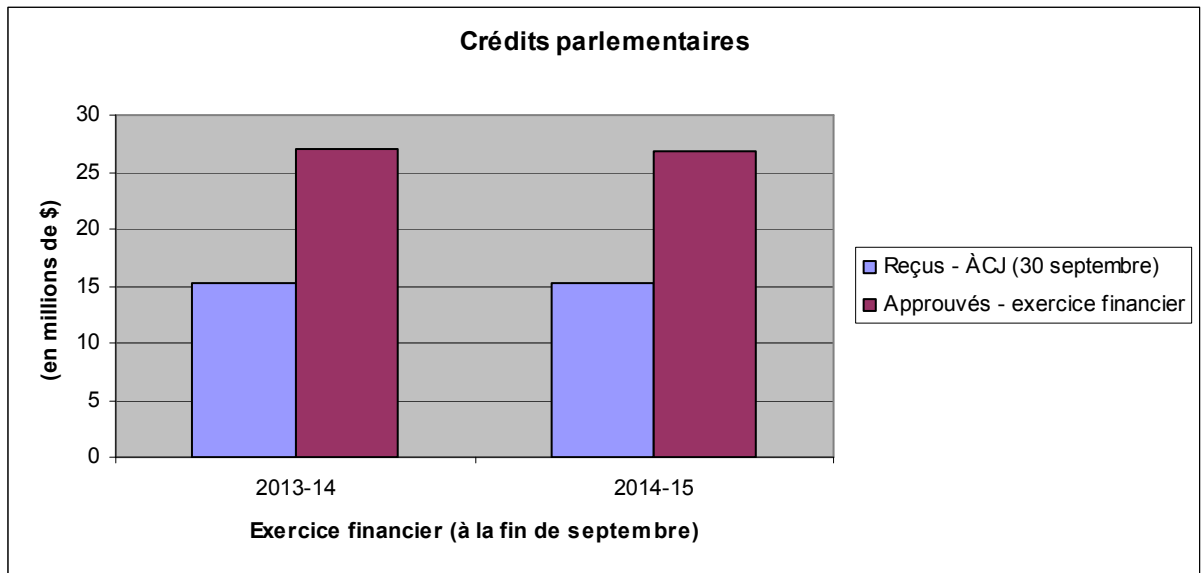
Le 24 septembre 2014, les médias et les visiteurs ont eu la chance d'assister à l'arrivée de la nouvelle acquisition du Musée de l'aviation et de l'espace du Canada (MAEC) : un Learjet 35, qui a atterri au musée. Le Learjet 35, qui a atteint la fin de sa durée de vie, est un don de « Skyservice Air Ambulance ». Il sera utilisé dans le cadre du partenariat entre le MAEC et le programme des techniques de l'aviation et de l'entretien des aéronefs au collège Algonquin.

### Crédits parlementaires

Le total des crédits parlementaires, d'une somme de 7,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014-2015 (7,9 M\$ en 2013-2014), est reporté dans les états de la Société selon la comptabilité d'exercice. Pour l'exercice 2014-2015, le total des crédits approuvés est de 26,9 M\$ (27 M\$ en 2013-2014).

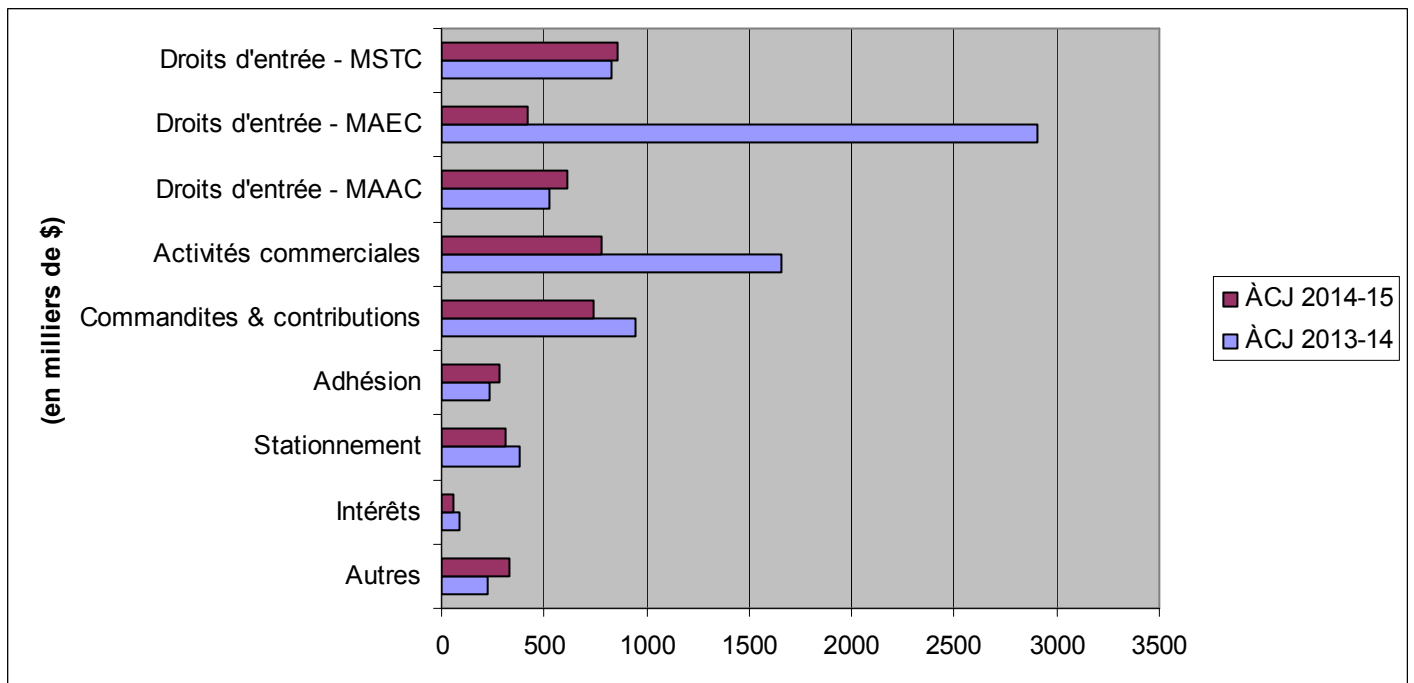
# Rapport de gestion

30 septembre 2014



## Produits d'exploitation

La génération de revenus reste une priorité pour la Société, et ce, dans le but de contrer la montée des coûts d'exploitation. À la fin de septembre 2014, les revenus de la Société ont diminués de 2,5 M\$ de dollars comparativement à la même période l'année dernière. La diminution des revenus peut être largement attribuée à la présentation de l'exposition Star Wars<sup>MC</sup> Identités entre mai et octobre 2013, qui a fait grimper les recettes tirées des droits d'entrée au MAEC et les ventes en boutique en raison de l'ajout de la boutique de souvenirs de Star Wars<sup>MC</sup> mitoyenne à cette exposition unique en son genre.



# Rapport de gestion

30 septembre 2014

## Dépenses d'exploitation

Les dépenses totales de la Société ont atteint 9,3 M\$ au deuxième trimestre de 2014-2015 (11,2 M\$ en 2013-2014); les ressources humaines totalisant 5 M\$ (5,2 M\$ en 2013-2014) et les coûts liés aux édifices totalisant 3,4 M\$ (3,2 M\$ en 2013-2014), représentant les deux principaux secteurs de dépenses.

Compte tenu des importants investissements réalisés durant 2013-2014 pour l'installation des nouvelles expositions comme Star Wars<sup>MC</sup> Identités, si l'on compare les premiers six mois de 2014-2015 aux premiers six mois de 2013-2014, on constate une diminution considérable des dépenses suivantes : « conception et affichage », « coûts du personnel », « publicité » et « boutiques et commercialisation des produits».

## Dépenses en capital

Au cours du trimestre qui s'est terminé le 30 septembre 2014, la Société a fait un investissement minimal en immobilisations (0,9 M\$ en 2013-2014). Avec l'incertitude liée à la question de la moisissure au MSTC, tous les projets d'immobilisations ont été reportés jusqu'à ce qu'une évaluation exhaustive des travaux correctifs nécessaires soit terminée.

# Rapport de gestion

30 septembre 2014

## ANALYSE DU RISQUE

Dans son rapport annuel de 2013-2014, la Société a fait mention des défis auxquels elle fait face relativement à ses établissements, aux ressources humaines et au financement.

La Société poursuit ses efforts en vue d'obtenir des installations adéquates, afin d'ainsi régler les problèmes liés aux bâtiments actuels qui ne respectent pas suffisamment les normes environnementales et dont les espaces d'entreposage sont saturés. La Société continue aussi à rénover ses infrastructures en réduisant les zones à risque élevé. En particulier, du travail extensif est nécessaire afin que le problème de la moisissure soit adressé. De plus, le toit et les unités de CVCA du MSTC sont en besoin urgent de remplacement. La Société investira dans des réparations à la mesure du possible, tout en essayant d'obtenir des fonds nécessaires pour les remplacements.

Pour ce qui est des défis en matière de ressources humaines, la Société continue de mettre l'accent sur la formation à l'interne et sur l'encadrement aux membres occupant des postes «à risque».

La viabilité financière de la Société continue d'être l'une de nos principales préoccupations. Les enjeux relatifs aux coûts des établissements, qui sont en hausse, et l'identification d'une solution permanente pour les frais d'exploitation des installations additionnelles requises pour livrer notre mandat, et maintenant, la perte de revenus à cause de la fermeture du MSTC, continuent à ajouter de la pression.

La Société a déjà mis en œuvre plusieurs stratégies de stabilisation des coûts au cours des trois dernières années, dont le gel de la préparation de nouvelles expositions (sauf dans les cas de financement par des commanditaires ou d'un retour positif sur l'investissement garanti), le report des travaux d'entretien et de réparation des édifices, la prolongation de l'utilisation de matériel au-delà de sa durée de vie utile, et la mise en place de programmes d'efficacité énergétique et de réduction des dépenses de personnel. Ces initiatives de compression des coûts étant déjà en place, la Société s'acharne à affronter les pressions financières de façon à assurer la viabilité de l'organisation. Ces mesures ont contribué à stabiliser les dépenses, mais elles ne suffisent pas à combler la baisse du financement et ne pourront pas être maintenues à long terme. De plus, la Société doit évaluer les coûts d'exploitation suite à la fermeture du MSTC.

Étant donné cette situation financière, la création de revenus continue d'être l'un des principaux objectifs de la Société. La Société a également revu les prix d'entrée en avril 2014 et a alloué davantage des ressources aux activités de développement des affaires, telles que les commandites et les adhésions. Ces initiatives ont généré des revenus additionnels, mais ceux-ci ne sont pas suffisants pour compenser la hausse des frais de fonctionnement. La Société continuera de surveiller toutes les possibilités pouvant aider dans ce domaine et d'en tirer parti.

Afin de réaliser cet objectif, la Société a fait une réorganisation interne pour que toutes les activités génératrices de revenus soient regroupées sous la même branche d'activités; ce qui permet à la Société de rationaliser le processus de prise de décisions pour les trois musées. En outre, les fonctions corporatives de la Société ont aussi été regroupées pour créer une structure organisationnelle qui nous permettra d'harmoniser nos efforts, nos équipes et nos musées pour soutenir nos priorités afin de profiter des possibilités de croissance.

# États financiers

## Rapport Financier Trimestriel (non vérifié)

### Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient des registres et documents comptables, des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à ses règlements ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Alex Benay

Le président et directeur-général

Fernand Proulx

Le directeur général des opérations

Le 26 novembre 2014

# ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non vérifié)

Au 30 septembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	2014	2013
<b>ACTIF</b>		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 312 \$	13 956 \$
Créances		
Ministères	190	249
Clients	355	316
Stocks	456	533
Frais payés d'avance	203	180
	<u>13 516</u>	<u>15 234</u>
Collection (note 3)	1	1
Immobilisations	63 077	65 941
	<u>76 594 \$</u>	<u>81 176 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères	873 \$	806 \$
Salaires à payer et autres	1 958	2 848
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs	329	293
Apports reportés et produit reporté	6 304	7 443
	<u>9 464</u>	<u>11 390</u>
Avantages sociaux futurs	236	224
Avance à long terme (note 4)	4 533	4 533
Apports reportés liés aux immobilisations	49 149	51 908
	<u>63 382</u>	<u>68 055</u>
<b>ACTIF NET</b>		
Non affecté	3 110	3 019
Investissement en immobilisations	10 102	10 102
	<u>13 212</u>	<u>13 121</u>
	<u>76 594 \$</u>	<u>81 176 \$</u>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES RÉSULTATS (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 septembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T2 2014	T2 2013	ACJ 2014	ACJ 2013
<b>PRODUITS</b>				
Exploitation (Tableau 1)	2 003 \$	4 375 \$	3 610 \$	6 761 \$
Contributions (Tableau 1)	388	514	738	948
Intérêts	25	39	61	83
Total des produits	2 416 \$	4 928 \$	4 409 \$	7 792 \$
<b>CHARGES (Tableau 2)</b>				
Préservation du patrimoine	1 033	822	2 032	2 127
Diffusion des connaissances	3 119	4 789	6 384	9 227
Services internes	1 806	2 303	3 603	4 301
Installations	3 378	3 249	6 349	6 342
Total des charges	9 336	11 163	18 368	21 997
Déficit avant les crédits parlementaires	(6 920)	(6 235)	(13 959)	(14 205)
Crédits parlementaires (note 5)	7 565	7 888	15 139	15 204
Bénéfice net de la période	645 \$	1 653 \$	1 180 \$	999 \$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 septembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T2 2014	T2 2013	ACJ 2014	ACJ 2013
Investissement en immobilisations au début de la période	10 102 \$	10 102 \$	10 102 \$	10 102 \$
Investissement en immobilisations au cours de la période	-	-	-	-
Investissement en immobilisations à la fin de la période	10 102	10 102	10 102	10 102
Bénéfice net non affecté au début de la période	2 465	1 365	1 930	2 019
Bénéfice de la période	645	1 653	1 180	999
Bénéfice non affecté à la fin de la période	3 110	3 018	3 110	3 018
<b>ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>13 212 \$</b>	<b>13 120 \$</b>	<b>13 212 \$</b>	<b>13 120 \$</b>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 septembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	T2 2014	T2 2013	ACJ 2014	ACJ 2013
<b>Activités de fonctionnement :</b>				
Encaissements (clients)	1 956 \$	3 541 \$	4 302 \$	7 893 \$
Crédits parlementaires reçus pour les dépenses d'exploitation	6 179	10 097	15 651	16 665
Décaissements (fournisseurs)	(3 688)	(5 383)	(8 305)	(10 405)
Décaissements (employés)	(5 543)	(5 927)	(10 010)	(9 938)
Apports affectés reçus	59	155	59	155
Intérêts reçus	25	29	47	54
<b>Total net (perte) des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>(1 012)</b>	<b>2 512</b>	<b>1 744</b>	<b>4 424</b>
<b>Activités d'investissement en immobilisations :</b>				
Acquisition d'immobilisations	(19)	(876)	(106)	(1 760)
<b>Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>(19)</b>	<b>(876)</b>	<b>(106)</b>	<b>(1 760)</b>
<b>Activités de financement :</b>				
Crédits parlementaires reçus pour l'acquisition d'immobilisations	19	42	106	97
<b>Total net des flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>19</b>	<b>42</b>	<b>106</b>	<b>97</b>
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 012)	1 678	1 744	2 761
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	13 324	12 278	10 568	11 195
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>12 312 \$</b>	<b>13 956 \$</b>	<b>12 312 \$</b>	<b>13 956 \$</b>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 septembre 2014

Les états financiers trimestriels de la Société des musées de sciences et technologies du Canada doivent être lus de concert avec les états financiers annuels vérifiés les plus récents ainsi qu'avec le compte rendu faisant partie du rapport financier trimestriel.

## 1. Pouvoirs, mission et activités

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1<sup>er</sup> juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Tel que le mentionne la *Loi sur les musées*, la Société a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

La Société exerce ses activités sous le nom de la Société des musées de sciences et technologies du Canada. Elle gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada. Les activités de la Société sont réparties en quatre activités complémentaires :

### Préservation du patrimoine

Cette activité comprend la documentation, le catalogage, la conservation, la recherche historique, la bibliothèque et les services connexes.

### Diffusion des connaissances

Cette activité comprend l'élaboration et l'entretien des expositions, les programmes d'interprétation et d'enseignement, de communication et de promotion, la diffusion sur le Web et les autres services aux visiteurs.

### Services internes

Cette activité comprend les services de ressources humaines, des finances et de la gestion des installations, du développement d'entreprise et des activités commerciales, qui sont tous gérés centralement.

### Installations

Cette activité comprend les frais de fonctionnement et d'entretien des immeubles qui appartiennent à la Société et de ceux qui sont loués, ainsi que les services de sécurité.

## 2. Conventions comptables

Les conventions comptables importantes sont :

### (a) Base de présentation

Ces états financiers ont été préparés en accordance avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public (Public Sector Accounting Standards, PSAS), applicables aux organismes gouvernementaux sans but lucratif. La Société a préparé les états financiers en appliquant la série 4200 du PSAS. La Société applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports pour les organismes sans but lucratif.

### (b) Équivalents de trésorerie

Les placements de la Société sont très liquides parce qu'ils sont remboursables sur demande sans préavis ni pénalité et sont limités à des placements à revenus fixes auprès d'institutions financières de renom qui sont des membres de l'Association Canadienne des Paiements, à des effets garantis par les gouvernements et à des effets commerciaux cotés A++ par la Société canadienne d'évaluation du crédit.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 septembre 2014

La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés se présentent des crédits non utilisés et des contributions reportées des individus et des entreprises pour une fin déterminée.

### (c) Créances

La Société établit une provision pour créances douteuses, qui reflète la baisse de valeur estimative des créances. La provision est basée sur les comptes clients et est déterminée en considérant les connaissances de la Société sur la situation financière de ses clients, l'âge des comptes clients, le climat politique et économique actuel, la concentration des clients, les normes de l'industrie et l'historique de recouvrement.

Les pertes sur créances sont comptabilisées dans l'état des résultats, dans les charges d'exploitation.

### (d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

### (e) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la Société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de 1 000 \$ à l'état de la situation financière, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative.

Les objets de collection acquis par la Société sont comptabilisés comme charges dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont enregistrés comme actifs à leur valeur nominale.

### (f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées selon les méthodes suivantes. Les immobilisations corporelles dont la Société s'est portée acquéreur et qui lui appartiennent sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les terrains et bâtiments appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés à leur coût historique estimatif moins l'amortissement cumulé, dans le cas des bâtiments. Le coût historique estimatif net des bâtiments a été crédité aux apports reportés liés aux immobilisations et le coût historique estimatif des terrains a été crédité à l'actif net. Les terrains dont le coût historique ne peut pas être établi avec une certaine assurance sont comptabilisés à une valeur nominale et un montant correspondant est crédité à l'actif net. Les améliorations qui prolongent la vie utile ou le potentiel de service des bâtiments sont comptabilisées au coût. Les améliorations aux bâtiments sont amorties sur la durée de vie utile restante du bâtiment ou la durée de vie utile des améliorations, selon le moins élevé des deux.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, selon la règle de la demi-année pendant l'exercice d'acquisition, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Logiciels	5 ans
Matériel	5 à 12 ans

Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont virées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2014

### (g) Avantages sociaux futurs

#### i) Régime de retraite

L'ensemble des employés de la Société participe au Régime de retraite de la fonction publique, un régime à prestations déterminées établi en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les cotisations doivent être versées par les employés et la Société afin de couvrir les coûts liés au service courant. En vertu de la loi actuelle, la Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer d'autres cotisations en ce qui a trait aux services passés ou au déficit du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées dans les dépenses de l'année où les services ont été rendus et représentent l'obligation totale des avantages sociaux futurs de la Société.

#### ii) Indemnités de départ

Avant le 11 mai 2012, les employés avaient droit à des indemnités de départ, tel que prévu dans les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités a été reporté au fur et à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. La Société a modifié cette indemnité à compter du 11 mai 2012 pour tous les employés. Par conséquent, les employés pouvaient choisir d'encaisser immédiatement les prestations acquises sous la forme d'un paiement comptant, continuer d'en différer le paiement jusqu'à la retraite, ou combiner les deux options en fonction des années de service continue au sein de la Société en date du 11 mai 2012. Au 31 mars, les paiements en souffrance ont été reportés et sont recalculés chaque année afin de prendre en considération les augmentations de salaire. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont comptabilisés dans l'état des résultats de façon systématique quand les indemnités de départ sont payées aux employés qui quittent la Société.

#### iii) Congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquèrent pas. La Société comptabilise le coût des congés de maladies futurs au cours des périodes pendant lesquelles les employés rendent des services à la Société. L'évaluation du passif est fondée sur la meilleure estimation de la direction de l'inflation, les taux d'actualisation, les données démographiques des employés et l'utilisation des congés de maladie des employés actifs.

### (h) Constatation des produits

#### i) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada accorde des fonds à la Société.

Les crédits parlementaires reçus pour l'achat des immobilisations amortissables sont initialement comptabilisés comme apports reportés sur l'état de la situation financière. Quand un achat est effectué, la partie du crédit parlementaire utilisée pour effectuer l'achat est comptabilisée comme apports reportés liés aux immobilisations et est comptabilisée à titre de revenus selon la même méthode et pour les mêmes périodes que les immobilisations connexes acquises.

Les crédits parlementaires affectés à des dépenses précises sont reportés sur le bilan et comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats pendant la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées.

Les crédits parlementaires qui ne sont pas affectés à une fin précise sont comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats de la période pour laquelle le crédit parlementaire est autorisé.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2014

### ii) Fonctionnement

Les revenus découlant des activités des Musées comprennent les droits d'entrée et la vente de programmes, les ventes en boutique, la location des installations, les adhésions, les commandites, l'exploitation agricole et d'autres revenus. Ils sont constatés dans l'année au cours de laquelle la vente de produits est conclue ou au cours de laquelle les services sont fournis.

### iii) Contributions

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits à l'état des résultats au moment où ils sont reçus ou à recevoir, si le montant peut être évalué de façon raisonnable et si le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports affectés à l'externe à des fins précises sont reportés sur l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de revenus sur l'état des résultats pendant l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont comptabilisées et les exigences sont satisfaites.

Les apports en nature sont comptabilisés à leur juste valeur marchande estimée au moment de leur réception. L'apport des bénévoles en nombre d'heures par année est important. Puisqu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, les services fournis par les bénévoles ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

### iv) Produits d'intérêts

Les intérêts sont constatés et comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### (i) Conversion de devises

Les opérations en devises étrangères sont converties en dollars canadiens en fonction du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur au 30 septembre.

Les gains et les pertes découlant de la conversion de devises sont reportés dans l'état des résultats.

### (j) Actifs et passifs financiers

La Société classe les instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale en fonction des raisons pour lesquelles les actifs financiers ont été acquis ou les passifs ont été engagés. Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers à leur comptabilisation initiale correspond au prix de transaction, soit la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Suivant leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués par l'application du traitement comptable qui correspond à leur classement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les créances, l'avance à long terme et les comptes créditeurs, ainsi que les autres charges à payer sont comptabilisés à leur coût ou à leur coût après amortissement.

### (k) Dépréciation des actifs non financiers

À chaque date de clôture, la Société détermine la mesure dans laquelle il existe des indications internes qu'un actif pourrait avoir subi une dépréciation (par ex., un actif endommagé ou qui n'est plus utilisé). S'il existe une indication de cet ordre, ou lorsqu'un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société détermine la valeur recouvrable estimative de l'actif.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 septembre 2014

La valeur recouvrable d'un actif est sa juste valeur moins le coût pour le vendre ou sa valeur d'utilité, soit le montant le plus élevé des deux. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est déprécié et est réduit à sa valeur recouvrable.

## (I) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux conventions comptables du secteur public canadien, applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers de l'exercice.

Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations.

Les principales hypothèses concernant l'avenir et d'autres sources importantes d'incertitude concernant les estimations à la date de clôture, qui présentent un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant, sont analysées ci-dessous :

### i) Durée de vie utile estimative des actifs

La durée de vie utile estimative des immobilisations se fonde sur les intentions de la direction en ce qui a trait au bien, à l'expérience historique relative au bien, aux plans internes de gestion des biens et à d'autres facteurs déterminés par la direction. La durée de vie utile est évaluée chaque année et toute modification est prise en compte de façon prospective.

Aucune autre hypothèse ou estimation comptable n'a été établie comme présentant un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

## 3. Collection

Une partie de la mission de la Société est de « promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques [...] ». Cette collection représente l'actif principal de la Société et est répartie entre les secteurs suivants :

- les communications;
- les ressources non renouvelables et le design industriel;
- les ressources naturelles;
- les sciences physiques et la médecine;
- les ressources renouvelables, qui comprennent l'agriculture et la foresterie;
- les instruments, outils et systèmes ayant des applications directes en mathématiques, en chimie, en physique, ainsi qu'en astronomie, astrophysique, météorologie, arpentage et cartographie, et technologies de l'information;
- les transports: terrestre, maritime, aérien et spatial.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 septembre 2014

## 4. Avance à long-terme

De 2007 à 2010, la Société a reçu des fonds du Secrétariat du Conseil du Trésor pour construire des salles de classe, des aires de vente au détail et un auditorium au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a aussi obtenu du financement en 2008 pour établir une fondation pour la Société des musées de sciences et technologies du Canada.

(en milliers de dollars)	2014	2013
Financement pour la construction d'Installations génératrices de profit	\$ 4 208	\$4 208
Financement pour l'établissement d'une fondation	325	325
	\$ 4 533	\$ 4 533

La Société a reçu les fonds sur la prémisse qu'un mécanisme de remboursement sera établi. Toutefois le remboursement des fonds pour la construction d'installations génératrices de profit n'était pas prévu avant 25 ans après le début du projet et le remboursement des fonds reçus pour établir la Fondation n'était pas prévu avant 6 ans suivant la date où la Fondation commence ses opérations. Au 30 septembre 2014 un mécanisme de remboursement doit encore être établi. La Société n'a pas d'intérêt à payer sur cette avance de fonds.

## 5. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	2014	2013
Budget principal des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	13 551 \$	13 765 \$
	13 551 \$	13 765 \$
Crédits parlementaires reportés utilisés dans la période pour l'achat d'immobilisations	-	1 663
Montants utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables	(106)	(1 760)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 694	1 536
Crédits parlementaires	\$ 15 139	\$ 15 204

## 6. Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada

La Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada (la Fondation) a été constituée le 14 novembre 2007 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008. La Fondation est une entité juridique distincte de la Société des musées de sciences et technologies du Canada et elle a pour mandat de recueillir des fonds qui seront tous utilisés pour des projets déterminés par la Fondation.

La Fondation recueille des fonds auprès de mécènes, de sociétés, d'associations et de la collectivité. Les contributions de la Fondation à la Société sont comptabilisées à titre de revenus de développement d'entreprise dans l'état des résultats.



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 septembre 2014

## 7. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, la Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les opérations entre apparentés comprennent également les principaux dirigeants ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société, ce qui incluent l'équipe de direction, tous les membres du conseil d'administration et les membres de leur famille immédiate. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités et aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées, et ces transactions sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Également, au cours du deuxième trimestre, la Société a reçu gratuitement de divers organismes des services de vérification et un soutien de la part d'employés d'autres organismes de l'État. Ces services gratuits ont été comptabilisés comme suit dans l'état des résultats :

ÉTAT DES RÉSULTATS <i>(en milliers de dollars)</i>	2014	2013
<b>REVENUS</b>		
Contributions	185 \$	490 \$
<b>DÉPENSES</b>		
Préservation de la collection	-	-
Diffusion des connaissances	185	407
Services internes	-	83
Total des services reçus gratuitement	185 \$	490 \$

En outre, au cours de l'exercice, la Société a aussi reçu gratuitement des services d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et du Bureau du vérificateur général du Canada. La location des édifices et des installations connexes du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada sur le site de la Ferme expérimentale du Canada ainsi que les services de vérification ont été fournis gratuitement à la Société et ne sont pas présentés dans l'état des résultats de la Société compte tenu de la difficulté à déterminer la juste valeur de cette contribution.

## 8. Éventualités

Dans le cours normal des activités de la Société, il arrive que diverses revendications ou actions judiciaires soient intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers de la Société. Au 30 septembre 2014, aucune provision n'a été enregistrée (2013 : aucune provision comptabilisée). S'il y a lieu, l'effet final de ces revendications ou poursuites sera comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles pourront être déterminées.

## 9. Chiffres correspondants

Certains montants comparatifs ont été ajustés à la présentation du présent exercice.

## TABLEAU 1: TABLEAU DES PRODUITS D'EXPLOITATION ET DES CONTRIBUTIONS (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 30 septembre

### Produits d'exploitations

<i>(en milliers de dollars)</i>	T2		ACJ	
	2014	2013	2014	2013
Droits d'entrée et programmes				
Sciences et technologie	534 \$	498 \$	860 \$	829 \$
Aviation et espace	240	1 995	420	2 908
Agriculture et alimentation	385	344	618	525
Ventes dans les boutiques	272	876	516	1 399
Location des installations et concessions	75	60	180	161
Stationnement	183	276	315	385
Adhésion	136	123	282	234
Activités de la Ferme	90	84	195	150
Expériences thématiques	58	71	83	98
Divers	30	48	141	72
<b>TOTAL</b>	<b>2 003 \$</b>	<b>4 375 \$</b>	<b>3 610 \$</b>	<b>6 761 \$</b>

### Contributions

<i>(en milliers de dollars)</i>	T2		ACJ	
	2014	2013	2014	2013
Subventions et commandites	236	126	494	303
Services fournis	93	233	185	490
Contributions de la Fondation	59	155	59	155
<b>TOTAL</b>	<b>388 \$</b>	<b>514 \$</b>	<b>738 \$</b>	<b>948 \$</b>

## TABLEAU 2: TABLEAU DES CHARGES (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 30 septembre

(en milliers de dollars)	T2		ACJ	
	2014	2013	2014	2013
Coûts du personnel	4 979	\$ 5 190	\$ 9 984	\$ 10 717
Amortissement des immobilisations	870	814	1 746	1 589
Services professionnels et spéciaux	623	590	968	1 121
Locations d'immeubles	474	479	951	959
Impôt foncier	476	423	912	875
Frais de gestion immobilière	400	379	760	732
Services publics	231	283	433	546
Réparation et entretien des bâtiments	224	311	415	555
Conception et affichage	113	1 056	379	1 684
Matériaux et fournitures	166	214	365	546
Services de protection	193	286	364	501
Boutiques et commercialisation des produits	138	507	263	796
Publicité	125	222	182	542
Réparation et entretien du matériel	74	92	152	131
Communications	65	63	121	114
Déplacement	42	36	106	91
Publications	49	66	82	152
Fournitures et matériel de bureau	29	34	57	74
Location de matériel	15	18	38	47
Divers	9	63	30	98
Fret, messageries et camionnage	16	28	27	103
Acquisition d'objets pour la collection	14	0	19	5
Livres	11	9	14	19
<b>Total des charges</b>	<b>9 336</b>	<b>\$ 11 163</b>	<b>\$ 18 368</b>	<b>\$ 21 997</b>